

(N° 10)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1920.

Projet de loi permettant aux femmes munies du diplôme de docteur en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MABILLE.

MESSIEURS,

L'Exposé des motifs signale les étapes qu'a parcourues, dans notre pays, la question du droit, pour la femme, d'exercer la profession d'avocat.

Il rappelle pourquoi cette revendication féminine ne put être accueillie par la jurisprudence sous l'empire de la législation actuelle, et comment une première proposition de loi, déposée en 1901, fut repoussée, en 1912, par la Section centrale chargée de son examen.

Le présent projet de loi, soumis à la Chambre le 20 avril 1920, reçut un accueil plus favorable : il fut admis par toutes les Sections.

I. — Justification du projet de loi.

Rien ne montre mieux la force de pénétration de certaines idées. Il suffit qu'elles contiennent un germe de justice pour que — le temps et les circonstances aidant — ce germe se développe silencieusement et finisse par triompher de toutes les oppositions et de tous les préjugés.

Ainsi en fut-il de l'idée qui est à la base de ce projet. Lorsqu'elle revint naguère à l'examen des Sections et de la Section centrale, d'avance elle avait eu raison des dernières résistances. Il n'y fut plus question de savoir si des membres

(1) Projet de loi, n° 227 (session 1919-1920).

(2) La Section centrale, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. HALLET, AMELOT, GOLENVAUX, BAELS, PONCELET et MABILLE.

l'appuyaient, on n'eût plus qu'à se demander s'il en était encore pour la combattre. Il ne s'en rencontre plus.

Et, en effet, qu'aurait-on pu opposer au projet?

Cette question n'est même plus une nouveauté : de nombreux États des deux continents ont autorisé la femme à exercer la profession d'avocat.

Faute de ressources suffisantes, beaucoup de femmes doivent travailler, et les statistiques attestent, qu'aujourd'hui, plus de 30 % des travailleurs sont des femmes. Aussi, n'a-t-on jamais songé à leur interdire l'exercice d'une profession manuelle, si pénible fût-elle, et dût-elle les éloigner de leur foyer.

Depuis quelques années, un mouvement intense s'est produit vers les professions libérales. Grâce à la facilité d'aborder des études, longtemps réservées aux hommes, on voit des femmes occuper des positions auxquelles ceux-ci semblaient seuls avoir droit.

Il y a donc maintenant, sans parler de toutes celles qui se livrent à l'enseignement, un grand nombre de femmes employées, comptables, secrétaires, sténographes, artistes, pharmaciens, médecins, etc. Croit-on pouvoir leur interdire plus longtemps l'entrée du barreau?

En quoi la profession d'avocat requiert-elle plus spécialement des qualités masculines?

Pourquoi la femme qui peut être médecin devrait-elle renoncer à devenir avocat?

Maintenant que toutes les Universités sont ouvertes aux étudiantes comme aux étudiants, on verra fréquemment les premières comme les seconds non seulement conquérir des diplômes, qui ne sont qu'une présomption de capacité, mais acquérir une capacité véritable que personne ne pourra les empêcher d'utiliser dans un cabinet pourvu de clientèle.

Et l'on contingerait de leur interdire de produire cette science au plein air, d'aller poursuivre, jusque devant un tribunal, la défense des intérêts qui leur furent confiés! On leur imposerait de n'être jamais que des juristes consultants, des avocats en chambre! Il n'y faut plus songer.

Comme il ne faut pas s'arrêter non plus à l'objection de ceux qui ont invoqué contre la femme son intérêt bien entendu : la difficulté de soutenir la concurrence masculine. Qu'on la laisse faire. Si elle est décidément inférieure dans la carrière, elle saura bien y renoncer elle-même sans qu'il faille l'éliminer par des mesures arbitraires.

La Section centrale a donc admis, à l'unanimité de ses membres, le texte du premier alinéa de l'article premier, et aussi du deuxième alinéa rendant inapplicables à la femme certaines dispositions relatives au devoir éventuel de suppléance.

II. — De l'autorisation requise pour la femme mariée.

Il fallait prévoir l'hypothèse de la femme mariée, qui se propose d'exercer la profession d'avocat.

L'article 2 du projet du Gouvernement requiert l'autorisation expresse ou tacite de son mari.

Cette disposition est conforme à l'esprit de l'article 213 du Code civil : « Le mari doit protection à sa femme; la femme doit obéissance à son mari. » C'est la hiérarchie établie dans le mariage. Sans doute la femme est l'égale de l'homme; tous deux, sans jouer le même rôle dans le ménage, y remplissent des fonctions d'égale importance; mais le code donne une suprématie au mari : la femme doit être soumise à l'homme qui est tenu de la protéger.

Ce qui veut seulement dire qu'ici, comme dans toute société, il faut un pouvoir dirigeant, chargé de guider l'association, à qui il appartient de dire le dernier mot dans les questions se rattachant aux intérêts essentiels de la société conjugale, qui ait l'autorité nécessaire pour les faire exécuter; et qui soit le représentant de la société dans ses relations avec le dehors.

Or, puisqu'il semble bien que la nature a attribué ce rôle au mari, celui de la femme ne peut être que subordonné.

Mais laissons-nous de le dire — et nous aurons à revenir, plus loin, sur ce point, à propos de l'incapacité de la femme mariée — le législateur n'entend aucunement que le mari, se prévalant de l'article 213, puisse se considérer comme un maître absolu, dont la personnalité absorbe celle de la femme, l'annihile en quelque sorte. La subordination n'est pas l'effacement. Non, les époux sont les collaborateurs d'une tâche commune, jouissant d'une égale protection de loi; ils sont des êtres complémentaires pour l'accomplissement d'une même mission, notamment dans l'éducation des enfants qu'elle place « sous leur autorité ».

Cette réserve faite, dont nous verrons plus loin l'importance, on conçoit que la femme mariée ne puisse, sans l'agrément de son mari, embrasser une carrière qui va changer les conditions d'existence de la famille.

C'est, du reste, ce que décide déjà dans une hypothèse analogue, l'article 9 du Code de commerce : « la femme ne peut être marchande publique » sans le consentement de son mari ». Mais, une fois autorisée, elle peut, conformément à l'article 220 du Code civil, s'obliger pour tout ce qui concerne son négoce, sans que le mari doive encore intervenir pour chacun de ses actes.

Il n'en sera pas autrement de la femme mariée qui désire exercer la profession d'avocat; avec cette différence que l'autorisation du mari pourra être donnée de toute manière, elle sera expresse ou tacite, alors que l'article 217 requiert que toute autorisation maritale expresse soit donnée par écrit, et que l'autorisation tacite résulte nécessairement de son concours dans l'acte.

III. — Du refus du mari d'autoriser sa femme.

Il fallait prévoir le cas où le mari refuserait l'autorisation sollicitée par la femme.

C'est ce que fait l'alinéa 2 de l'article 2 du projet : « à défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le juge de paix sur simple réquisition de la femme, le mari préalablement entendu ».

« L'exposé des motifs indique que cette disposition est empruntée à l'article 29 de la loi sur le contrat de travail, ainsi conçu : « la femme est capable d'engager

» son travail moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son mari. A défaut
 » de cette autorisation, il peut y être suppléé par le juge de paix, sur la simple
 » réquisition de la femme, le mari préalablement entendu ou appelé. »

Cette solution a attiré la sérieuse attention de votre Section centrale.

En effet, dans une hypothèse qui se rapproche sensiblement de celle qu'envisage le projet — lorsqu'il s'agit de la femme mariée qui désire entreprendre un commerce en son nom — l'article 9 du Code de commerce exige que l'autorisation lui en soit donnée par son mari, *mais elle n'admet pas, qu'en cas de refus, il puisse être passé outre, moyennant une autorisation de justice.*

C'est que l'on s'est bien rendu compte du changement profond que la nouvelle profession de la femme va apporter dans le genre de vie de la famille. C'est tout un bouleversement. C'est l'habitation même qui, souvent, devra être transformée, en même temps que seront modifiées les conditions d'existence du ménage. Puis, ce sont les grossières responsabilités pouvant résulter pour le mari et pour la famille de l'exercice de la profession nouvelle.

Voit-on, dans l'occurrence, un tribunal venir se substituer au mari dans l'appréciation des raisons d'ordre intérieur qui ont motivé sa résolution, et décider, malgré son opposition, que la femme pourra installer un commerce dans l'immeuble conjugal? Lorsque ici le mari a parlé, il l'a fait comme chef du ménage, à qui l'obéissance est due, en une matière qui ne peut relever d'aucune appréciation étrangère.

Cela étant, la Section centrale s'est demandé, si à propos de l'exercice de la profession d'avocat, il n'y a pas les mêmes raisons de décider que l'appréciation du mari doit être souveraine, que son refus d'autoriser la femme n'est susceptible d'aucun recours.

En effet, il faut bien remarquer qu'ici aussi, il ne s'agit pas seulement d'habiliter la femme pour accomplir un acte juridique : on conçoit qu'alors l'article 219 décide que « si le mari refuse d'autoriser sa femme à passer un acte, » la femme peut s'adresser au tribunal pour obtenir l'autorisation requise.

Non, il s'agit ici d'une décision importante, qui peut avoir une influence décisive et définitive sur le sort de la famille, sur les allures du ménage, sur l'éducation des enfants. C'est donc au foyer domestique qu'il faut peser le pour et le contre de ces questions délicates d'ordre matériel et d'ordre moral.

Hé oui! la femme est diplômée, mais l'exercice de la profession d'avocat exige des qualités spéciales, la femme les possède-t-elle? Ne se fait-elle point, à cet égard, des illusions que ne partage pas le mari qui la connaît mieux que personne, mieux qu'elle-même? Est-elle dans des conditions de santé qui lui permettront d'affronter les luttes du barreau et de s'adonner aux études ardues de la profession? Cette existence nouvelle ne va-t-elle pas arracher la femme au milieu familial? Et se trouvera-t-il là les suppléances qui permettront à l'épouse, à la mère, de se décharger des soins auxquels une femme de ménage ne peut rester étrangère?

La réponse à toutes ces questions — et à bien d'autres qui peuvent être soulevées — peut-on raisonnablement aller les demander à un juge de paix qui, personnellement, ne sait rien de tous ces secrets d'intérieur, qu'il devrait pourtant connaître pour décider si le mari a tort ou raison?

La Section centrale a donc estimé que les motifs qui ont déterminé le législateur, en ce qui concerne l'autorisation que requiert la femme qui veut devenir commerçante, doivent, à plus forte raison, avoir le même effet relativement à la femme qui aspire à la fonction d'avocat. Il y a identité de situation, et, d'un côté comme de l'autre, en cas de désaccord entre les époux, la décision ne peut appartenir qu'au mari.

On le voit, tout autre est le cas de la femme mariée qui veut engager son travail, ce que prévoit l'article 29 de la loi sur le contrat de travail. Il n'y s'agit que d'un engagement temporaire à prendre, d'un contrat momentané à passer avec un employeur. Et il se conçoit alors que pour cette convention, comme pour toutes les conventions en général, l'autorisation de justice puisse, conformément à l'article 219 du Code civil, remplacer celle du mari : c'est le droit commun. On comprend même, qu'à raison de la nature du contrat et en vue de simplifier les formalités, l'article 29 de la loi sur le contrat de travail ait cru pouvoir substituer, sans inconvénient, l'intervention du juge de paix à celle du tribunal de première instance.

C'est donc à tort que l'article 2 du projet de loi applique, par analogie, la disposition du contrat de travail visant la femme mariée qui veut prendre un engagement vis-à-vis d'un employeur ; c'est de l'article 9 du Code de commerce qu'on aurait dû s'inspirer, en exigeant dans tous les cas le consentement du mari.

D'ailleurs, a-t-on songé, que presque toujours l'autorisation accordée par le juge serait vaine et inefficace ?

Une femme mariée veut faire une convention qu'elle juge favorable à ses intérêts ; le mari refuse l'autorisation qu'elle lui demande, le tribunal la lui accorde : ainsi habilitée, la femme passera valablement l'acte et tout sera dit.

Mais lorsqu'il est question d'une femme autorisée par le juge à exercer la profession d'avocat, on n'a pas remarqué qu'il sera toujours au pouvoir du mari de paralyser, en fait, l'autorisation donnée contre son gré.

Car enfin — il faut envisager les choses pratiquement — la femme avocat devra, comme ses confrères, avoir une installation ; il faudra sans doute modifier la disposition de la demeure commune ; lui aménager un bureau, une salle d'attente pour les clients, peut-être un cabinet pour un employé ; lui fournir une bibliothèque. Et si le mari, toujours malintentionné, persiste, comme il en a le droit, à ne vouloir rien faire, à quoi servira l'autorisation donnée par le juge ? Appartiendra-t-il aussi au juge — malgré l'opposition, peut-être justifiée du mari — de désigner le patron chez lequel la femme fera son stage ?

On voit d'ici les impossibilités juridiques et les difficultés pratiques auxquelles va se heurter une telle disposition. Aussi la Section Centrale propose-t-elle la suppression du deuxième alinéa de l'article 2. Pas plus que dans l'hypothèse de l'article 9 du Code de Commerce, il ne pourrait être ici question d'une habilitation par justice.

Mais il est bien entendu, comme le dit le projet de loi, que, par dérogation à la règle de l'article 217 du Code civil, la volonté du mari pourra se produire sous toutes les formes, expressément ou tacitement. C'est ainsi que le mariage avec une femme exerçant déjà la profession d'avocat devrait être considérée comme impliquant l'autorisation tacite pour l'avenir.

IV. — De la révocation de l'autorisation.

Il est de la nature des autorisations d'être toujours révocables. C'est le droit commun. Le mari pourra-t-il donc à son gré, revenir sur sa détermination ? Lui sera-t-il loisible de retirer, par pur caprice, l'autorisation qu'il a accordée ?

La nature même de la matière commande ici un tempérament.

Evidemment, il peut y avoir des raisons graves qui rendent désirable et même nécessaire la fin de l'expérience consentie par le mari. Il peut exister des motifs fort sérieux, invoqués pour la sauvegarde d'importants intérêts compromis. Il y aura alors des faits précis allégués par le mari, à l'appui de sa résolution de retirer l'autorisation donnée ; et des lors on ne voit pas pourquoi — en vue de prévenir l'arbitraire — la femme ne pourrait pas soumettre au tribunal l'appréciation des faits articulés par le mari pour justifier sa détermination.

V. — De l'impossibilité où peut se trouver le mari d'accorder l'autorisation.

Ces cas étaient à prévoir, sur lesquels le projet garde le silence.

Le mari, à qui il appartient d'autoriser la femme, peut être absent au sens légal du mot, ou être frappé d'interdiction, ou être dans l'impossibilité de consentir pour cause d'aliénation mentale ; que décider dans ces circonstances, particulièrement intéressantes, si, pour subvenir peut-être aux besoins de sa famille, la femme se résout à utiliser le diplôme de docteur en droit qu'elle a obtenu ?

Prévoyant le cas d'absence ou d'interdiction du mari, l'article 222 du Code civil décide que « soit pour ester en jugement, soit pour contracter, le juge petit, » en connaissance de cause, autoriser la femme ». Et l'article 9 du Code de commerce dit « qu'en cas d'absence d'interdiction du mari, le tribunal peut autoriser la femme à faire le commerce ».

C'est donc, dans ces divers cas, l'intervention obligée du juge.

Allons-nous également décider, qu'en telles circonstances, la femme mariée ne pourra exercer la profession d'avocat qu'avec l'autorisation du tribunal ?

La question n'est pas sans intérêt et elle déborde la matière qui nous occupe, car elle touche à ce point important : comment convient-il d'envisager l'incapacité civile de la femme mariée, que le Code rattache à l'autorité maritale ?

L'occasion paraît belle, dans la question spéciale qui nous occupe, de ramener dans ses justes limites, le principe de l'incapacité de la femme mariée.

Car, si nous considérons comme désirable que soit maintenue l'autorité maritale pour la sauvegarde des intérêts collectifs du ménage, pour assurer l'unité de direction dans l'association conjugale, puisqu'il n'y a pas de société sans pouvoir et pas de pouvoir sans unité, — l'incapacité civile de la femme mariée ne nous apparaît nullement comme une conséquence indispensable de la hiérarchie introduite dans les pouvoirs chargés de veiller aux intérêts de la famille. Le devoir moral que le Code impose à la femme mariée en lui prescrivant l'obéissance à son mari n'appelle pas nécessairement cette exception du droit positif qui interdit à la femme mariée d'accomplir librement aucun

acte juridique. En un mot, c'est une erreur de considérer l'incapacité civile de la femme mariée comme une forme nécessaire du respect dû à l'autorité maritale.

C'est perdre de vue « qu'il y a, dans la suprématie du mari deux éléments bien distincts : l'élément moral et l'élément juridique. Que la femme doive être soumise à l'homme qui est tenu de la protéger, c'est là un principe de morale, consacré par le consentement de tous les peuples, un de ces axiomes primordiaux qui sont au-dessous de toute attaque; mais que la femme ne puisse faire un acte juridique sans l'autorisation formelle du mari, ce n'est plus là qu'un règlement de droit positif, qui, loin d'être universellement admis, n'a jamais trouvé place dans cette loi si sage et si complète que l'on a appelée la raison écrite (1) ».

On conçoit que, dans les limites de ce devoir moral, la volonté de la femme doive s'incliner devant celle du mari. Mais il n'en s'ensuit pas qu'il faille admettre, comme le fait l'article 222 que, par son mariage, la femme devienne incapable d'aucun acte juridique. Et n'est-il pas remarquable que, sur ce point, le législateur du Code civil s'est donné un démenti à lui-même en décidant que la femme peut, en adoptant certain régime matrimonial, tel la séparation de biens, conserver sa pleine capacité pour l'administration et la jouissance de ses biens propres? Pourquoi faut-il nécessairement s'arrêter là et se refuser à reporter plus loin les limites de la capacité, afin de permettre à la femme d'accomplir elle-même, sous d'autres régimes, ce que réclament ses intérêts? Pourquoi lui enlever ainsi la possibilité de tout contrôle de la gestion de l'avoir social, dans une législation qui fait de la communauté le régime de droit commun?

Il semble donc bien qu'il y aurait des modifications heureuses à apporter à la situation de la femme, même se trouvant en face de son conjoint dans les conditions normales du mariage. Mais ce qui est certain — et nous revenons ici à l'objet du projet de loi — c'est que quand la femme n'est plus en présence du mari qui a disparu, peut-être depuis longtemps, ou quand elle n'a plus à compter avec la volonté du mari frappé d'interdiction, on ne voit pas la raison de maintenir la femme dans un état d'infériorité, comme le font l'article 222 du Code civil et l'article 8 du Code de commerce, et de décider qu'elle ne pourra faire aucun acte sans l'autorisation de justice.

Cette étrangeté est évidemment une survivance de l'ancien droit qui, imbu de l'idée de l'infériorité de la femme, la mettait — fût-elle fille ou veuve — en tutelle perpétuelle quant à sa personne et quant à ses biens. C'était la tutelle du sexe, maintenu dans certains états européens jusque dans la dernière moitié du XIX^e siècle et qui a successivement disparu.

Mais le droit nouveau proclama qu'il n'existe plus aujourd'hui aucune inégalité entre les personnes au point de vue de l'attribution des droits civils : il n'y a plus de privilégiés ni d'inférieurs. Il est écrit dans l'article 8 du Code que « tout Belge jouit des droits civils » : donc la femme est l'égale de l'homme.

(1) GIDE, *Étude sur la condition privée de la femme*, p. 528.

Evidemment il appartient à la loi de créer, par mesure de protection, des incapacités qui priveront certaines catégories de personnes *de l'exercice* des droits dont elles jouissent — comme les mineurs et les interdits — mais ce sont là des mesures exceptionnelles qui doivent être justifiées. Or, par quoi se justifierait la défense faite à la femme, — qui était capable avant de se marier, qui le redeviendra en cas de mort de son mari — d'exercer librement ses droits quand l'autorité maritale n'est plus en question puisque l'époux est disparu ou que sa raison a sombré dans l'aliénation mentale?

Ce serait rendre hommage aux vrais principes et restituer à l'incapacité à son véritable caractère, que de se dégager du préjugé, — infériorité du sexe, *imbecillitas sexus* — dont on retrouve l'influence dans la rédaction de l'article 222 du Code civil et de l'article 8 du Code de commerce. Dans une revision de ces articles, il importerait donc de reconnaître à la femme de l'absent ou de l'interdit la possibilité juridique d'exercer librement ses droits.

Votre Section centrale est donc d'avis de devancer, pour l'objet qui nous occupe, l'heure de cette revision et décider qu'au cas où le mari est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, la femme pourra, sans aucune autorisation, être admise à l'exercice de la profession d'avocat.

* *

En conséquence, votre Section centrale a l'honneur de vous proposer de modifier le projet du Gouvernement comme il est dit ci-contre.

Le Rapporteur,
LÉON MABILLE.

Le Président,
EM. TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 DECEMBER 1920.

Wetsontwerp, waarbij het aan de vrouwen, die het diploma van doctor in de rechten bezitten, geoorloofd wordt den eed van advocaat af te leggen en dit beroep uit te oefenen. ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MABILLE.

MIJNE HEEREN,

De Memorie van Toelichting vermeldt onder welke omstandigheden het vraagstuk van het recht der vrouw om het beroep van advocaat uit te oefenen, in ons land te berde gebracht werd.

Zij brengt in herinnering waarom, onder het beheer der huidige wetgeving, deze eisch der vrouw door de rechtbanken niet kon worden ingewilligd en hoe een eerste wetsvoorstel, in 1901 ingediend, in 1912 werd afgewezen door de Middenafdeeling, die met het onderzoek daarvan was belast.

Het onderhavige wetsontwerp, den 20^e April 1920 aan de Kamer voorgelegd, genoot een gunstiger onthaal : het werd door al de Afdeelingen aangenomen.

I. — Rechtvaardiging van het wetsontwerp.

Niets toont beter aan, met welke kracht sommige begrippen ingang vinden. Het volstaat dat zij een kiem van rechtvaardigheid bevatten, opdat deze kiem — dank zij tijd en omstandigheden — zich stilaan ontwikkele en eindelijk elk verzet en elk vooroordeel overwint.

Dit was het geval met het begrip, dat dit ontwerp ten grondslag heeft. Toen

(1) Wetsontwerp, n° 227 (zittingsjaar 1919-1920).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren HALLET, AMELOT, GOLENTAUX, BAELS, PONCELET en MABILLE.

het onlangs opnieuw aan het onderzoek der Afdelingen en der Middenafdeeling werd onderworpen, had het reeds den laatsten weerstand uit den weg geruimd. Er was geen sprake meer van de vraag, of het door leden gesteund werd : men had nog enkel na te gaan of zich nog tegenstanders daarvan voordeden. Er kwamen geen tegenstanders meer voor.

Wat had men dan toch tegen het ontwerp kunnen aanvoeren ?

Deze zaak is zelfs geene nieuwigheid meer : in talrijke Staten der beide werelddeelen werd de vrouw toegelaten tot het uitoefenen van het beroep van advocaat.

Bij gebrek aan toereikende middelen, moeten talrijke vrouwen arbeiden, en uit de statistieken blijkt dat thans meer dan 30 t. h. van de arbeiders vrouwen zijn. Ook heeft men er nooit aan gedacht, haar de uitoefening van een handwerkersberoep té ontzeggen, hoe pijnlijk dit ook ware en al werden zij daardoor aan haar gezin onttrokken,

Sinds eenige jaren ontstond een drukke beweging om de vrije beroepen te kiezen. Dank zij het gemak om studiën te doen, welke gedurende geruimen tijd aan de mannen waren voorbehouden, worden betrekkingen, waarop de mannen alleen schenen recht te hebben, thans door vrouwen bekleed.

Zonder te gewagen van al die vrouwen die zich aan het onderwijs wijden, zijn er thans een aantal vrouwelijke boekhouders, secretarissen, stenografen, kunstenaars, apothekers, geneesheeren, enz. Meent men haar den toegang tot de balie nog langer te kunnen verbieden ?

Waarin vereischt het beroep van advocaat meer inzonderheid mannelijke hoedanigheden ?

Waarom zou de vrouw, die geneesheer kan zijn, er moeten van afzien, advocaat te worden ?

Nu al de Hoogescholen toegankelijk zijn voor de vrouwelijke studenten evenals voor de mannelijke studenten, zullen de eersten even goed als de tweeden vaak niet alleen diploma's bekomen, welke slechts een vermoeden van bekwaamheid zijn, doch eene wezenlijke bekwaamheid verwerven, welke niemand haar zal kunnen beletten te benuttigen in een beklant cabinet.

En onder die omstandigheden zou men haar blijven verbieden, deze wetenschap in 't openbaar te doen gelden, de verdediging van de haar toevertrouwde belangen voort te zetten vóór de rechtbank zelf ! Men zou haar dwingen steeds raadgevende rechtsgelerden, kameradvocaten te blijven ! Daaraan dient niet langer gedacht te worden.

Evenmin moet men acht slaan op de opwerping van hen, die tegen de vrouw haar eigen welbegrepen belang inroepen : de moeilijkheid om de concurrentie der mannen te bestrijden. Men late haar begaan. Is zij werkelijk minderwaardig in het beroep, dan zal zij zelve er wel van afzien, zonder dat het noodig zij, haar door willekeurige maatregelen uit te schakelen.

De Middenafdeeling heeft zich dus eenparig vereenigd met den tekst van het eerste lid van het eerste artikel en ook met het tweede lid, waarbij sommige bepalingen betreffende den mogelijken plicht van plaatsvervanging op de vrouw niet van toepassing worden gemaakt.

II. — Vereischte machtiging voor de gehuwde vrouw.

Men had te voorzien het geval der gehuwde vrouw, welke voornemens is het beroep van advocaat uit te oefenen.

Artikel 2 van het Regeeringsontwerp vereischt de uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van haren man.

Deze bepaling strookt volkomen met den geest van artikel 213 van het Burgerlijk Wetboek : « De man is bescherming verschuldigd aan zijne vrouw. » de vrouw gehoorzaamheid aan haren man. » Daardoor wordt de rangorde in het huwelijk bepaald. Ongetwijfeld is de vrouw de gelijke van den man; zonder dat zij in het huisgezin dezelfde rol spelen, vervullen zij er beide eene gelijkwaardige taak; doch het Wetboek kent aan den man een voorrang toe : de vrouw moet onderworpen zijn aan den man, die gehouden is haar te beschermen.

Dit beteekent alleen dat hier, zooals in elke vereeniging, een leidende macht wordt vereischt, welke gelast is de vereeniging te leiden en waaraan het behoort het laatste woord te spreken, waar het de hoofzakelijke belangen van de echtelijke vereeniging betreft; eene macht, die het noodige gezag bezit om dat woord gestand te doen en die de vereeniging vetegenwoordigt in hare betrekkingen naar buiten.

Nu, daar het inderdaad schijnt dat de natuur deze rol aan den man heeft opgedragen, kan die der vrouw daaraan slechts ondergeschikt zijn.

Het zij echter dadelijk gezegd — hieronder zullen wij de gelegenheid hebben daarop terug te komen, naar aanleiding van de onbekwamheid der gehuwde vrouw — dat de wetgever geenszins wil dat de man, steunende op artikel 213, zich moge aanzien als zijnde heer en meester, wiens persoonlijkheid die der vrouw opslokt en eenigerwijze vernietigt. De ondergeschiktheid beteekent niet de terzijdestelling. Neen, de echtelingen zijn beide belast met eene gemeenschappelijke taak, onder een gelijke bescherming der wet; het zijn wezens die elkander aanvullen tot het volbrengen van eene zelfde zending, namelijk bij de opvoeding der kinderen, die de wet « onder hun gezag » stelt.

Mits dit voorbehoud, waarvan de gewichtigheid hieronder wordt aangetoond, begrijpt men dat de gehuwde vrouw niet, zonder de toestemming van haar man, eene loopbaan moge kiezen, waardoor de bestaansvoorwaarden van het gezin zullen gewijzigd worden.

Overigens, in denzelfden zin wordt reeds, in een dergelijk geval, beslist door artikel 9 van het Wetboek van Koophandel : « De vrouw kan geen openbare koopvrouw zijn zonder toestemming van haren man ». Doch, heeft zij die machtiging eenmaal verkregen, dan kan zij, naar luid van artikel 220 van het Burgerlijk Wetboek, zich verbinden voor al wat haren handel betreft, zonder dat de man nog behoeft tuschenbeide te komen voor elk harer handelingen.

Evenzoo zal het geschieden met de gehuwde vrouw, die verlangt het beroep van advocaat uit te oefenen; er dient echter dit onderscheid te worden gemaakt : de machtiging door den echtgenoot zal op elke wijze kunnen verleend worden : zij zal uitdrukkelijk of stilzwijgend zijn, terwijl artikel 267 vereischt dat elke

uitdrukkelijke machtiging door den man schriftelijk verleend worde en dat de stilzwijgende machtiging noodzakelijk moet voortvloeien uit zijne deelneming aan de handeling.

III. — Weigering van den man om zijne vrouw te machtigen.

Het geval dat de echtgenoot de door de vrouw aangevraagde machtiging zou weigeren, diende te worden voorzien.

Dat is het doel van het 2^{de} lid van artikel 2 van het ontwerp : « Bij gebrek aan die machtiging, kan de vrederechter deze verleenen, op eenvoudige vordering van de vrouw, nadat de man eerst werd gehoord ».

De Memorie van Toelichting wijst er op, dat deze bepaling ontleend is aan artikel 29 der wet op de arbeidsovereenkomst, luidende : « De gehuurde vrouw » is, met uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van haren man, bekwaam » om haren arbeid te verhuren. Bij gebrek aan die machtiging, kan de vrede- » rechter deze verleenen, op eenvoudige vordering van de vrouw, de man eerst » gehoord of opgeroepen. »

Met deze oplossing hield uwe Middenafdeeling zich ernstig bezig.

Inderdaad, in een geval dat nagenoeg hetzelfde is als dit, waarvan sprake is in het ontwerp, — wanneer de gehuwde vrouw een handel op haren naam wil beginnen —, cischt artikel 9 van het Wetboek van Koophandel dat zij daartoe door haar echtgenoot wordt gemachtigd, *doch uwe Middenafdeeling neemt niet aan, dat men, in geval van weigering, er over heenstappe, mits de rechtbank de machtiging verleent.*

Men heeft inderdaad wel duidelijk beseft welke grondige verandering het nieuwe beroep der vrouw zou brengen in het gezinsleven. Het is een geheele omkeering. De woning zelf zal vaak moeten veranderd worden, terwijl tegelijkertijd de bestaansvoorwaarden van het gezin zullen gewijzigd worden. Verder komt de groote aansprakelijkheid, welke de uitoefening van het nieuwe beroep kan medebrengen voor den man en voor het gezin.

Is het aan te nemen dat, op dit gebied, eene rechtbank in de plaats van den man optrede tot beoordeeling der beweegredenen van huiselijken aard, die hem tot zijne beslissing hebben geleid, en, ondanks zijn verzet, beslisse dat de vrouw in de echtelijke woning een handel zal mogen beginnen? Wanneer de man hier beslist heeft, dan deed hij het als hoofd van het gezin, wien gehoorzaamheid is verschuldigd, in eene zaak waarover niemand anders te oordeelen of te beslissen heeft.

Onder die omstandigheden vroeg de Middenafdeeling zich af, of men, waar het betreft de uitoefening van het beroep van advocaat, niet om dezelfde redenen dient te beslissen dat de uitspraak van den man beslissend is, dat zijne weigering om machtiging te verleenen aan de vrouw niet vatbaar is voor eenig beroep.

Men moet inderdaad opmerken dat het ook hier niet alleen geldt, de vrouw te bekwamen tot het verrichten van eene juridische handeling : men begrijpt dat alsdan artikel 219 bepaalt dat, « wanneer de man aan zijne vrouw de machtiging weigert om eene handeling te verrichten », de vrouw zich tot de rechtbank mag wenden om de vereischte machtiging te bekomen.

Neen, hier gaat het over een gewichtig besluit, dat een beslissenden en doorstaanden invloed kan hebben op de toekomst van het gezin, op den gang van het huishouden, op de opvoeding der kinderen. Het is dus aan den huiselijken haard dat men moet wikken en wegen wat er voor en tegen deze kiesche vraagstukken van stoffelijken en zedelijken aard is.

Wel zeker, de vrouw is gediplomeerd, maar de uitoefening van het beroep van advocaat eischt bijzondere eigenschappen, en bezit de vrouw die wel? Maakt zij zich daarover geene begoocheling, waarin de man, die haar beter kent dan iemand, beter dan zij zelf, niet deelt? Heeft zij een zoodanige gezondheid dat zij niet behoeft terug te schrikken voor den strijd aan de balie en zich kan overleveren aan de harde studie van dit beroep? Zal dit nieuw leven de vrouw niet aan hare huiselijke omgeving onttrekken? En zal zij er zich altijd kunnen doen vervangen om, als echtgenoot en als moeder, de plichten te vervullen, waaraan eene huisvrouw zich niet kan onttrekken?

Kan men het antwoord op deze en op vele andere vragen, die kunnen oprijzen, gaan vragen aan een vrederechter, die persoonlijk niets afweet van al die huiselijke geheimen, welke hij nochtans zou moeten kennen om te kunnen oordeelen of de man al dan niet gelijk heeft?

De Middenafdeeling was dus van meening dat de gronden, waarop de wetgever steunde, wat betreft de machtiging welke de vrouw aanvraagt wanneer zij handel wil drijven, met des te meer reden moeten gelden waar het betreft de vrouw die het beroep van advocaat wil uitoefenen. De toestand is dezelfde, en in het eene als in het andere geval kan de beslissing, wanneer er tussehen de rechtelingen meningsverschil bestaat, enkel aan den man toebehooren.

Men ziet dus dat het geval van de gehuwde vrouw, die haren arbeid wil verhuren, wat voorzien is bij artikel 29 der wet op de arbeidsovereenkomst, niet hetzelfde is. Daar geldt het slechts eene tijdelijke verbintenis, een voorbijgaande overeenkomst welke zij aangaat met een werkgever. En dan is het te begrijpen dat voor deze overeenkomst, zooals voor alle overeenkomsten in 't algemeen, de machtiging door de rechtbank deze van den man kan vervangen, overeenkomstig artikel 219 van het Burgerlijk Wetboek: dat is het gemeene recht. Men begrijpt zelfs dat, wegens den aard van de overeenkomst en om de vormvereischen te vereenvoudigen, artikel 29 der wet op de arbeidsovereenkomst het optreden van de rechtbank van eersten aanleg zonder bezwaar kon vervangen door dit van den vrederechter.

Ten onrechte dus past artikel 2 van het wetsontwerp, bij vergelijking, de bepaling toe van de arbeidsovereenkomst, waarbij wordt bedoeld de gehuwde vrouw die een arbeidsovereenkomst wil sluiten met een werkgever; het is op artikel 9 van het Wetboek van Koophandel dat men had moeten steunen; tevens diende men in elk geval de toestemming van den man te eischen.

Heeft men, overigens, er aan gedacht, dat de machtiging, door den rechter verleend, bijna altijd nutteloos en ondoelmatig zijn zal?

Eene gehuwde vrouw wil eene overeenkomst sluiten, welke zij gunstig acht voor hare belangen; de man weigert de machtiging welke zij hem vraagt, de rechtbank verleent ze haar: aldus bekwaam gemaakt, zal de vrouw op geldige wijze de handeling verrichten, en alles is gezegd.

Maar, wanneer er sprake is van eene vrouw, door den rechter gemachtigd om het beroep van advocaat uit te oefenen, heeft men niet ingezien dat het, werkelijk, den man altijd zal mogelijk zijn, de machtiging, tegen zijn wil verleend, te verlammen.

Want de vrouwelijke advocaat — men dient de zaken practisch te beschouwen — moet, evenals hare confrères, over eene inrichting beschikken; men zal de schikking van de gemeenschappelijke woning wellicht moeten wijzigen, een bureel inrichten, eene wachtkamer voor de cliënten, misschien een cabinet voor een bediende, eene bibliotheek. En, zoo de kwaadwillige echtgenoot toch niet wil toegeven, zooals het zijn recht is, waartoe zal dan de machtiging, door den rechter verleend, kunnen dienen? Zal ook de rechter — ondanks het misschien zeer gewettigd verzet van den man — den meester moeten aanwijzen, bij wien de vrouw haar stage zal doen?

Men stelt dadelijk vast tot welke juridische onmogelijkheden en practische bezwaren eene dergelijke bepaling aanleiding geven zal. Ook stelt de Middenafdeeling voor, het 2^{de} lid van artikel 2 te doen wegvallen. Evenmin als in het geval van artikel 9 van het Wetboek van Koophandel, zou er hier sprake kunnen zijn van eene machtiging door de rechtbank.

Het is echter wel verstaan, zooals in het wetsontwerp wordt gezegd, dat bij afwijking van het voorschrift van artikel 217 van het Burgerlijk Wetboek, de man zijn wil zal kunnen te kennen geven in elken vorm, uitdrukkelijk of stilzwijgend. Zóó zou het huwelijk met eene vrouw, die het beroep van advocaat reeds uitoefent, moeten geacht worden, de stilzwijgende machtiging voor de toekomst mee te brengen.

IV. — Intrekking van de machtiging.

Machtigingen kunnen, wegens hun aard, te allen tijde ingetrokken worden. Dit is het gemeene recht. Zal bijgevolg de man, naar goedgevallen, op zijne beslissing kunnen terugkomen? Zal hij, door een eenvoudige luim, de door hem verleende machtiging kunnen intrekken?

Wegens den aard zelf der zaak dient men hier een middelweg te nemen.

Er kunnen, ongetwijfeld, gewichtige redenen zijn, die het wenschelijk en zelfs noodzakelijk maken, aan de machtiging, door den man verleend, een einde te maken. Er kunnen zeer gewichtige redenen zijn, aangevoerd tot vrijwaring van hooge, in gevaar gebrachte belangen. Dan zal de man moeten steunen op wel bepaalde feiten tot staving van zijn besluit om de verleende machtiging in te trekken; en in dit geval ziet men niet in waarom de vrouw, ten einde elke willekeur te voorkomen, aan de rechtbank niet zou mogen verzoeken uitspraak te doen over de feiten, door den man aangehaald om zijn besluit te wettigen.

V. — Gevallen, waarin het aan den man onmogelijk is, de machtiging te verleen.

Deze gevallen, waarover het ontwerp zwijgt, dienden te worden voorzien.

De man, die gerechtigd is om machtiging aan de vrouw te verleen, kan afwezig zijn in den wettelijken zin van het woord ofwel uit zijne rechten ontzet zijn

ofwel in de onmogelijkheid verkeeren zijne toestemming te geven wegens krankzinnigheid : wat dient onder deze bijzonder belangwekkende omstandigheden te worden beslist, wanneer de vrouw, misschien om in de behoeften van haar gezin te voorzien, er toe besluit, gebruik te maken van het door haar behaalde diploma van doctor in de rechten ?

Voor het geval dat de man afwezig of uit zijne rechten ontzet is, wordt door artikel 222 van het Burgerlijk Wetboek bepaald dat « de rechter, na onderzoek » der zaak, de vrouw machtigen kan, hetzij om in rechte op te treden, hetzij om verbintenissen aan te gaan ». En artikel 9 van het Wetboek van Koophandel bepaalt dat « indien de man uit « zijne rechten ontzet is, de rechtbank de vrouw machtigen kan om handel te « drijven ».

In deze onderscheidene gevallen is het optreden van den rechter dus verplichtend.

Zullen wij nu insgelijks beslissen dat, onder zoodanige omstandigheden, de gehuwde vrouw het beroep van advocaat niet mag uitoefenen, dan na door de rechtbank daartoe gemachtigd te zijn?

De vraag is niet van belang ontbloot en valt buiten de door ons behandelde zaak; zij staat immers in verband met dit gewichtige punt : op welke wijze dient te worden beschouwd de burgerrechtelijke onbekwaamheid der gehuwde vrouw, welke onbekwaamheid door het Wetboek in verband wordt gesteld met het gezag van den man ?

Naar aanleiding van het bijzonder vraagstuk, dat ons onledig houdt, doet zich een gunstige gelegenheid voor om het beginsel van de onbekwaamheid der gehuwde vrouw binnen hare juiste grenzen terug te brengen..

Inderdaad, zoo wij het wenschelijk achten dat het gezag van den man gehandhaafd blijve om de gemeenschappelijke belangen van het gezin te vrijwaren, om de eenheid van leiding in de echtelijke gemeenschap te verzekeren, vermits er geene maatschappij bestaat zonder gezag en geen gezag zonder eenheid, — daarom toch komt de burgerrechtelijke onbekwaamheid der gehuwde vrouw ons geenszins voor als een noodzakelijk gevolg van de rangorde, gehuldigd in de machten belast met het behartigen der belangen van het gezin. De zedelijke verplichting, welke door het Wetboek aan de gehuwde vrouw wordt opgelegd, wanneer het haar voorschrijft gehoorzaam te zijn aan den man, geeft niet noodzakelijkerwijs aanleiding tot de uitzondering op het stellige recht, waardoor het aan de gehuwde vrouw verboden wordt, eenige juridische handeling vrijelijk te verrichten. Kortom, het is eene dwaling, de burgerrechtelijke onbekwaamheid der gehuwde vrouw te beschouwen als een noodzakelijken vorm van den eerbied verschuldigd aan het gezag van den man.

Aldus verliest men uit het oog « dat 's mans meerderheid op twee wel onderscheiden grondslagen steunt : de zedelijke grondslag en de juridische grondslag. Dat de vrouw moet onderworpen zijn aan den man die gehouden is haar » te beschermen, is een beginsel der zedenleer, dat bevestigd is door de instemming van alle volkeren, een dezer alleroudeste axioma's, welke niet kunnen » betwist worden; dat echter de vrouw geen juridische handeling verrichten kan » zonder de uitdrukkelijke toelating van den man, dit is nog slechts eene regeling van het stellige recht, welke op verre na niet algemeen werd aangenomen

» en nooit plaats heeft gevonden in deze zoo wijze en zoo volledige wet, die men de geschreven rede heeft geheeten ». (1)

Men begrijpt dat, binnen de grenzen van dien zedelijken plicht, de wil der vrouw buigen moet voor dien van den man. Daaruit volgt echter niet dat men, naar luid van artikel 222, aannemen moet dat, door haar huwelijk, de vrouw onbekwaam wordt om eenige juridische handeling te verrichten. En is het niet merkwaardig dat, op dit gebied, de wetgever van het Burgerlijk Wetboek zich zelden eene logenstraffing gaf, toen hij besliste dat de vrouw, wanneer deze een bepaald beheer der huwelijksgemeenschap aanneemt, zooals de scheiding van goederen, hare volle bekwaamheid kan behouden voor het beheer en het genot harer eigen goederen?

Waarom zou men zich noodzakelijkerwijze hierbij moeten bepalen en zou men weigeren de grenzen der bekwaamheid verder uit te strekken, opdat de vrouw, onder elk ander beheer, zou kunnen handelen zooals hare belangen het vereischen? Waarom haar aldus de mogelijkheid ontnemen eenige controle uit te oefenen op het beheer van het maatschappelijk vermogen, in eene wetgeving krachtens welke de gemeenschap de algemeene regel is?

Het schijnt dus wel dat heilzame wijzigingen te brengen zijn in den toestand der vrouw, zelfs wanneer deze tegenover haren echtgenoot staat in de gewone omstandigheden van het huwelijk. Zeker is het echter — en hier komen wij tot het doel van het wetsontwerp terug — dat, wanneer de vrouw niet meer in tegenwoordigheid staat van den man die misschien sedert lang verdwenen is, of wanneer zij geene rekening meer te houden heeft met den wil van den uit zijne rechten ontzette man, men alsdan niet inziet waarom de vrouw in een staat van ondergeschiktheid moet gehouden worden, zooals dit wordt gedaan door artikel 222 van het Burgerlijk Wetboek en door artikel 8 van het Wetboek van Koophandel, en waarom men zou beslissen, dat zij geene enkele handeling verrichten mag zonder machtiging door de rechtbank.

Deze zonderlinge toestand is klaarblijkelijk een overblijfsel van het oude recht dat, doordrongen van de gedachte van de minderwaardigheid der vrouw, deze — al ware zij ongehuurd of weduwe — onder altyddurende voogdij stelde, wat betreft haren persoon en hare goederen. Dat was de voogdij der kunne, welke in sommige Europeesche staten gehandhaafd werd tot in de laatste helft der XIX^e eeuw en geleidelijk verdwenen is.

Doch, door het nieuwere recht werd afgekondigd dat er thans geene ongelijkheid meer bestaat onder de personen, wat betreft de toekenning der burgerlijke rechten : er zijn geene bevoorrechten noch ondergeschikten meer. In artikel 8 van het Wetboek staat geschreven, dat « elke Belg de burgerlijke rechten geniet », dus is de vrouw de gelijke van den man.

Het spreekt vanzelf dat het de taak der wet is, onbekwaamheden, waardoor aan sommige groepen van personen ontzegd wordt de uitoefening der rechten welke hun zijn toegekend — zóó de minderjarigen en zij, die uit hunne rechten ontzet zijn — als beschermingsmaatregel te vestigen, doch dat zijn uitzonderlijke

(1) GIDE. *Etude sur la condition privée de la femme*, blz. 528.

maatregelen, welke moeten gerechtvaardigd worden. Nu, welke redenen zou men kunnen aanvoeren om de vrouw, — die bekwaam was vóór haar huwelijk en het terug worden zal bij het overlijden van haren man — te verbieden vrijelijk hare rechten uit te oefenen, wanneer er geen sprake meer kan zijn van het gezag van den man, vermits de echtgenoot verdwenen is of zijn verstand heeft verloren door krankzinnigheid?

Door zich los te maken van het vooroordeel — minderwaardigheid der kunne, *imbecillitas sexus* — waarvan men den invloed terugvindt in den tekst van artikel 222 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 8 van het Wetboek van Koophandel, zou men de ware beginselen huldigen en aan de onbekwaamheid hare werkelijke beteekenis teruggeven. Bij de herziening van gezegde artikelen, zou men dus voor de vrouw van den afwezige of van hem, die uit zijne rechten is ontzet, de juridische mogelijkheid moeten erkennen om hare rechten vrijelijk uit te oefenen.

Uwe Middenafdeeling is dus van oordeel, dat, voor de aanhangige zaak, niet moet worden gewacht totdat die herziening geschiedt, en dat men dient te beslissen dat, ingeval de man onmogelijk zijn wil kan te kennen geven, de vrouw, zonder machtiging hoegenaamd, moet worden toegelaten tot het uitoefenen van het beroep van advocaat.

* *

Dientengevolge heeft uwe Middenafdeeling de eer u voor te stellen, het ontwerp der Regeering te wijzigen zooals de hierbijgevoegde tekst luidt.

De Verslaggever,
LÉON MABILLE.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.



ANNEXE AU N° 10.

Texte proposé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

A partir de la promulgation de la présente loi, les femmes munies du diplôme de docteur en droit seront admises à prêter le serment prescrit par l'article 14 du décret de 1810 modifié en vertu de l'article 2 du décret du 20 juillet 1831, à ceux qui veulent être reçus avocats et à exercer la profession d'avocat, sous les conditions de stage, de discipline et sous les obligations réglées par les textes en vigueur.

Les articles 30 de la loi du 22 ventôse an XII, et 35, § 3 du décret du 14 décembre 1810, les articles 203 de la loi du 18 juin 1869, et XVII de la loi du 25 octobre 1919 ne sont pas applicables aux femmes qui bénéficieront de la présente loi.

ART. 2.

La femme mariée est capable d'exercer la profession d'avocat, moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son mari. ⁽¹⁾

(1) L'alinéa 2 de cet article est supprimé par la Section centrale; il était rédigé comme suit :

A défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le juge de paix sur simple réquisition de la femme, le mari préalablement entendu.

BIJLAGE VAN N° 10.

Tekst voorgesteld door de Midden- afdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

Vanaf de afkondiging dezer wet, mogen de vrouwen, die een diploma van doctor in de rechten bezitten, den eed afleggen, bij artikel 14 van het decreet van 1810, gewijzigd krachtens artikel 2 van het decreet van 20 Juli 1831, opgelegd aan hen, die wenschen toegelaten te worden als advocaat, en dit beroep uitoefenen in de voorwaarden van proeftijd en tucht en met de verplichtingen, welke door de van kracht zijnde teksten zijn voorzien.

De artikelen 30 der wet van 22 Ventôse jaar XII en 35, § 3, van het decreet van 14 December 1810, de artikelen 203 der wet van 18 Juni 1869 en XVII der wet van 25 October 1919 zijn niet toepasselijk op de vrouwen die het voordeel dezer wet genieten.

ART. 2.

De gehuwde vrouw is, met uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van haren man, bevoegd het beroep van advocaat uit te oefenen ⁽¹⁾.

(1) Lid 2 van dit artikel werd door de Middenafdeeling weggelaten; het luidde :

Bij gebrek aan die machtiging, kan de vrederechter deze verleenen, op eenvoudige vordering van de vrouw, nadat de man eerst werd gehoord.

ART. 3.

En cas de révocation de cette autorisation, la femme a le droit de citer son mari directement devant le tribunal qui peut maintenir ou non la révocation, après que le mari aura été entendu ou dument appelé, en chambre du Conseil.

ART. 4.

Si le mari est absent ou interdit ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, la femme ne doit obtenir aucune autorisation.

ART. 3.

Wordt deze machtiging ingetrokken, dan heeft de vrouw het recht, haren man rechtstreeks te dagvaarden voor de rechtbank, die de intrekking al of niet kan handhaven, nadat de man in de Raadkamer gehoord of behoorlijk opgeroepen werd.

ART. 4.

Is de man afwezig of uit zijne rechten ontzet of kan hij onmogelijk zijn wil te kennen geven, dan behoeft de vrouw geen machtiging te bekomen.
